

L'ignominie tranquille

vendredi 9 février 2007, par [SIEGLMANN Emmanuel](#) (Date de rédaction antérieure : 8 février 2007).

Toutes les rafles sont odieuses, mais Sarkozy s'est récemment surpassé. Il a ouvert la chasse aux affamés. Les Restos du cœur, installés sur le terre-plein de la place de la République à Paris, ont joué malgré eux le rôle d'appât. Les sans-papiers qui s'y rendaient ont été cueillis dans les couloirs du métro par la police qui contrôlait, à l'heure de la distribution des repas, tout ce qui ressemblait à un étranger. Les fascistes ont inventé la soupe populaire au porc pour en exclure musulmans et Juifs. Sarkozy interdit de fait aux sans-papiers les Restos du cœur en les transformant en pièges. De même, il tient à exclure du « droit au logement opposable » les étrangers, même en situation régulière, qui n'auraient pas réussi à décrocher la carte de dix ans. La préférence nationale s'impose de plus en plus ouvertement, dans cette société libérale fondée sur l'exclusion.

Devant la multiplication des rafles et l'instrumentalisation des immigrés dans les discours électoraux, le Réseau éducation sans frontière (RESF) ne lâche pas l'affaire. Ceux qui voyaient dans le réseau une mode passagère doivent constater que les mobilisations se poursuivent, entraînant chaque fois des centaines de personnes, parents d'élèves, voisins, enseignants, lycéens... La semaine d'action du 3 au 10 février en témoigne, ponctuée de multiples manifestations et rassemblements. À Paris, c'est sur écran géant que la famille Raba, expulsée vers le Kosovo, exprimera en public, par l'intermédiaire d'un film documentaire, son désir de retour à Gray (Haute-Saône), où beaucoup l'attendent.

Ce sont d'ailleurs les lycéens et les enseignants des Hauts-de-Seine qui ont remporté une victoire en imposant à Sarkozy, après des jours de grève et de manifestations, le retour en France, le 3 février, de Suzilène, lycéenne capverdienne expulsée par avion spécial à partir de l'aéroport militaire du Bourget. Sarkozy a cherché à sauver la face devant les journalistes, en prétendant qu'il fallait expulser Suzilène pour qu'elle demande un visa au Cap-Vert. La vérité, c'est que la mobilisation a été assez forte pour l'obliger à remonter les bretelles de l'ambassade de France qui, comme c'est l'usage, refusait de délivrer le visa. Champagne, donc, en attendant qu'on les vire et qu'on impose la liberté de circulation et d'installation des personnes.

P.-S.

* Editorial de Rouge n° 2192 du 8 février 2007.